



LE 5 DÉCEMBRE : LES AGENT-ES DE LA FONCTION PUBLIQUE DANS LA GRÈVE ET LES MANIFESTATIONS

Face au projet de réforme systémique de nos retraites porté par Emmanuel Macron et Jean-Paul Delevoye, et face à l'absence de toutes négociations permettant d'améliorer les régimes existants, les organisations syndicales de la FP CGT, FA, FO, FSU, SOLIDAIRES appellent à s'inscrire dans les mobilisations et la grève interprofessionnelle du 5 décembre.

Loin d'être un facteur de justice et d'amélioration, le régime que le pouvoir exécutif souhaite mettre en place va accroître les inégalités, plonger dans la pauvreté des centaines de milliers de retraité.e.s et favoriser la capitalisation pour celles et ceux qui en auront les moyens.

C'est pourquoi, nos organisations syndicales sont totalement et résolument hostiles à ce projet.

Si tout-es les salarié-es seront perdant-es avec la réforme envisagée, les fonctionnaires paieront une addition particulièrement salée.

Notamment, la fin du calcul sur le dernier indice détenu depuis au moins 6 mois au profit des points accumulés durant toute sa vie professionnelle entrainera une chute considérable du niveau des pensions.

Compte-tenu des très larges écarts dans les taux des primes perçues par les agent-es, l'élargissement des cotisations aux régimes indemnitaires va accroître des disparités inacceptables.

Et, pour en rester à quelques aspects saillants, le calcul intégrant les primes corrélé à la volonté du gouvernement d'accroître significativement la part individualisée des rémunérations, aura comme conséquence d'augmenter les inégalités vis-à-vis des femmes en matière de retraites versées.

Enfin, la disparition programmée des régimes de fonctionnaires (code des pensions civiles et militaires, CNRACL) cumulée à la loi dite de transformation de la Fonction publique, constitue une attaque cohérente, d'une ampleur inédite, contre le Statut Général.

Si l'enjeu des retraites occupe une place centrale dans cette journée d'action, il ne s'agit pas pour autant d'oublier les légitimes revendications autour desquelles de nombreuses mobilisations durent et se développent.

Avec les salarié-es du secteur privé, exigeons :

- Une amélioration et une consolidation de nos retraites, avec le maintien des régimes existants, ce qui passe par le retrait du projet Macron-Delevoye ;
- Des augmentations générales de salaire avec, en particulier, une revalorisation immédiate du point d'indice ;
- Des créations d'emplois statutaires dans les nombreux secteurs qui en ont besoin ;
- La défense des missions publiques et donc l'abandon de toutes les formes d'externalisation et de privatisation ;
- Le renforcement du Statut Général, garantie pour le citoyen et la citoyenne d'un service public neutre et impartial, et par voie de conséquence, l'abrogation de la loi dite de transformation de la Fonction publique.

Les organisations CGT, FA, FO, FSU, SOLIDAIRES appellent d'ores et déjà les agent-es à continuer de se rassembler toujours plus nombreux pour débattre de ce projet néfaste pour les retraites, créer les conditions du nécessaire rapport de forces pour mettre en échec les choix du gouvernement, obtenir de véritables négociations pour améliorer les régimes existants et gagner des avancées significatives.

Dans cet objectif, la journée de grève unitaire interprofessionnelle du 5 décembre doit s'inscrire dans la durée selon des modalités diverses, grèves, manifestations... y compris par la reconduction de la grève là où les agent-es le décideront.

Nos organisations syndicales ont d'ores et déjà décidé de faire un point sur la situation le 6 décembre prochain à la suite de l'intersyndicale interprofessionnelle.